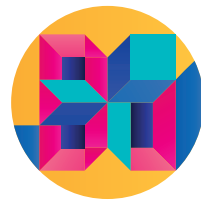


PHILIPPE DESSERTINE



UN BORDELAIS AVEC L'EXPÉRIENCE ET LA STATURE POUR
DEVENIR LE MAIRE DONT BORDEAUX A BESOIN.

PARCOURS

Philippe Dessertine fait ses études à Bordeaux. Il y rencontre son épouse et y tisse des liens solides avec un cercle d'amis proches, restés fidèles au fil des années et qui le soutiennent activement dans sa candidature aujourd'hui.

Il est recruté comme assistant à l'Université de Bordeaux en 1985.

Il soutient une thèse de doctorat en 1992 à l'IAE de Bordeaux.

Il poursuit une recherche post doctorale aux États-Unis sur la régulation des marchés financiers dans les contextes de crise ainsi que sur l'histoire des normes comptables internationales. À la suite de ses recherches, il étudie la création d'un marché financier de l'innovation sur la place de Paris (Le Nouveau Marché).

Pour ses enseignements en finance internationale, il s'intéresse à la question monétaire et aux couvertures qui peuvent être utilisées en cas de variations de changes (crise de 1998).

Il soutient son HDR, (habilitation à diriger les recherches) à Bordeaux en 1998.

Il est membre du Conseil National des Universités, il est membre de l'Association Française de Comptabilité, de l'Association Française de Finance et de nombreuses associations académiques internationales.

En 2001, après son agrégation, il est nommé à Nanterre comme professeur des Universités où il prend la direction du centre de recherche Céros. Il est membre élu du Conseil Scientifique de son université, membre du Conseil d'UFR, et crée un Master de recherches en Sciences Financières.

Par ailleurs il est vice-président de la Banque Alimentaire de Bordeaux pendant sept ans, il publie pendant dix ans une chronique mensuelle dans le journal *Sud-Ouest*.

Son parcours est celui d'une observation sans concession de la réalité du monde économique et politique. Il en devient un acteur engagé pour transformer ses propositions en réalités concrètes.

À partir de 2002, et la faillite d'Enron, il est préoccupé par l'augmentation de la dette et des conséquences négatives qui pourraient en résulter sur les marchés financiers et pour le financement des entreprises. Il évoque notamment en 2002 les défaillances dans les procédures des agences de notation (« Comment gérer la crise boursière », *Le Figaro*, 2002).

En 2003, il prend la direction de l'Institut de Haute Finance. Dans le cadre de cette institution, il se rend désormais tous les 6 mois aux États-Unis où il organise des séries de conférences permettant de prendre le pouls de la planète Finance.

Il publie une série d'articles, notamment dans *Libération*, *Le Figaro*, *Le Monde*, *Sud-Ouest* dans lesquels il prédit dès 2003 le risque d'une crise financière majeure. Entre 2003 et 2005, dans plusieurs articles publiés par le journal *Libération*, il annonce notamment que la crise va commencer par une crise immobilière, « la bulle immobilière américaine est une traînée de poudre menant tout droit au stock de dynamite sur lequel est assis le système économique international ». Dès cette époque, il s'inquiète pour l'Euro (« Il faut sauver l'euro », *Libération*, 2003), de l'ampleur de la dette publique dans les grands pays occidentaux, de la montée des tensions monétaires, de l'absence de régulation internationale et surtout

de la politique dangereuse des États-Unis. Il a publié plus de cinquante articles sur ces questions dans de très nombreux journaux.

Dès 2007, il annonce que la crise qui commence est un tournant majeur de l'histoire économique. En mars 2007, de retour de New York, il donne des conférences annonçant le risque d'un Krach lié aux *subprimes*. Plusieurs trésoriers d'entreprises modifient leurs positions sur ses conseils. Il s'insurge pendant l'année 2008 contre tous ceux qui annoncent une fin rapide des dysfonctionnements. En septembre 2008, il est à New York au moment de l'effondrement de Lehman Brothers. Il rencontre de nombreux acteurs directs des événements, qu'il évoque dans son essai *Ceci n'est pas une crise, juste la fin d'un monde !* (éditions Anne Carrière).

Ses analyses lui valent alors d'être invité régulièrement dans de nombreuses émissions télévisées (*C'est dans l'air* notamment), de radios, en France et dans de multiples médias étrangers.

Il s'inscrit dans une logique résolument favorable à l'Europe, qu'il estime bien plus rationnelle que celle des États-Unis. Il prône dès 2008 une réduction de la dette publique et notamment quand, à partir de 2009, les grands États garantissent le système financier mondial.

En 2009, il publie un essai, *Le monde s'en va-t'en guerre* (éditions Anne Carrière) dans lequel, à partir d'une approche historique et globale, il avertit sur le risque de montée de tensions géopolitiques, et en particulier sur la possibilité d'un retour de la guerre en Europe de l'Est. Il relie cette hypothèse au dérèglement économique et monétaire, qui casse le commerce international et conduit inéluctablement à des logiques isolationnistes et protectionnistes.

En 2011, il organise à Wall Street des conférences pour familiariser les financiers européens avec le Bitcoin et la blockchain naissants.

Toujours en 2011, il publie un ouvrage important, *La décompression, des solutions après le krach* (éditions Anne Carrière).

Son constat est à la fois sans appel et plein d'optimisme :

« La dette mondiale atteint des niveaux tels qu'il ne sera plus possible d'attendre davantage pour y faire face. Les avertissements montent sans arrêt des marchés. des agences de notation. pour exprimer toujours la même exigence : remboursez !

Cela tombe bien ; l'autre compte à rebours, celui du dérèglement climatique, nous oblige aussi à penser, à consommer différemment. Notre chance est peut-être de ne plus avoir le choix. Nous avons dix ans pour prendre les décisions engageant notre avenir et celui de la planète. Décennie cruciale où la finance, la technologie, le social, la mondialisation, la démographie doivent être intégrés dans un même raisonnement. S'il est certain aujourd'hui que nos enfants ne vivront pas comme leurs aînés, il n'est pas interdit d'espérer qu'ils vivront bien mais autrement.

À condition d'inventer de nouveaux paradigmes, plus respectueux d'un équilibre social assuré par une redéfinition du travail, de la collectivité, et par la substitution du "bien public" à la notion de "profit" comme ligne de mire de nos sociétés démocratiques. »

Il travaille sur la problématique chinoise depuis 2007, il publie en 2012 un « roman vrai » sur la prise du pouvoir du futur président Xi Jinping (*Le gué du tigre*, éditions Anne Carrière).

En 2013, son analyse va plus loin : il considère que l'endettement massif des pays occidentaux depuis les années 1990 résulte d'une stratégie politique assumée, destinée à préserver la croissance économique et nos modèles sociaux.

Il rejoint l'IAE (Institut d'Administration des Entreprises) de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, en tant que Professeur.

Il s'intéresse de plus en plus aux nouvelles technologies ; il rend visite notamment à Brooklyn, aux nombreuses startups qui s'y développent. Il rencontre à plusieurs reprises des représentants du Nasdaq. il est sollicité pour des présentations rapides d'entrepreneurs américains.

En 2013, il est désigné par le Président du Conseil Economique Social et Environnemental, Jean-Paul Delevoye, comme l'un des onze membres fondateurs du nouveau *Haut Conseil des Finances Publiques*. Il effectue son mandat (non renouvelable) jusqu'en mars 2018.

En 2014, il publie *En tout espoir de cause, le monde de demain a déjà commencé* (éditions Anne Carrière) Dans cet ouvrage, il analyse les enjeux majeurs de notre époque en pleine mutation. Il aborde les défis économiques, environnementaux et sociétaux auxquels nous sommes confrontés, tout en proposant des pistes d'action autour de quatre révolutions, agricole, génétique, transition énergétique et numérique. Le message se fonde sur un optimisme concret. Le but est de proposer les clefs permettant aux nouvelles générations de s'approprier un avenir décrit comme porteur de promesses, à condition de rompre avec les schémas du passé. Sont dénoncés également les conservatismes qui freinent l'évolution. L'ouvrage appelle à un changement de paradigmes pour construire un monde meilleur.

À la suite de ce livre, il travaille sur le financement des investissements pour combattre le dérèglement climatique et promouvoir le développement durable.

Désireux d'une pédagogie des finances publiques et des questions majeures qu'impliquent leur équilibre, il publie en janvier 2015 aux éditions Albin Michel, *Le fantôme de l'Elysée, visite impromptue du baron Necker à François Hollande*.

En 2015, il crée à l'IAE de Paris, Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, la chaire Finagri (Financement de l'investissement dans l'agriculture), avec l'Inrae, véritable observatoire scientifique des émissions de finance verte et soutenable. Les initiatives de cette chaire ont démontré la faisabilité d'un financement alternatif dans le monde agricole et ouvert la voie à des dispositifs plus structurés.

Il présente sa chaire à la Commission Européenne à Bruxelles, à la Direction Générale Economique ainsi qu'à la Direction Générale Agriculture, puis à la Banque Européenne d'Investissement et au Fonds Européen d'Investissement au Luxembourg.

Après l'invasion de la Crimée par la Russie, il participe à l'événement d'août 2016, à Locarno, rassemblant de très nombreux responsables européens et mettant à l'honneur l'action du ministre des Affaires étrangères de la République Fédérale d'Allemagne (devenu depuis Président de la RFA), Franz Walter Steinmeier.

En février 2018, il publie aux éditions Anne Carrière, *Le talent et les assassins*, un livre dans lequel il évoque la situation économique au Proche Orient et une réflexion sur la question monétaire dans cette zone, ainsi que des éventuelles initiatives européennes qu'il conviendrait d'imaginer dans le futur.

En 2018, il lance l'Institut de Hautes Finances Afrique à Abidjan, à destination de candidats provenant de l'ensemble de l'Afrique francophone.

En octobre 2019, il codirige l'ouvrage collectif : *The Rise of Green Finance in Europe (Opportunities and Challenges for Issuers, Investors and Marketplaces)* publié aux éditions Palgrave Macmillan.

En mai 2020, il codirige l'ouvrage collectif : *Sustainability and Financial Risks (The Impact of Climate Change, Environmental Degradation and Social Inequality on Financial Markets)* publié aux éditions Palgrave Macmillan aux États-Unis.

En cette même année 2020, il crée à la Sorbonne, et en présence de nombreux acteurs de l'agriculture française, l'association *Finagreen* en charge d'une validation scientifique des impacts de développement durable, retenus pour représenter la nouvelle performance des actifs financiers

En mai 2021, après le confinement, il publie *Le grand basculement* aux éditions Robert Laffont dans lequel il poursuit la réflexion et les propositions qu'il avait développées dans *La décompression, des solutions après le krach* ainsi que dans *En tout espoir de causes, le monde de demain a déjà commencé*, se nourrissant des expériences concrètes qu'il a menées sur le terrain.

En juin 2022, il dirige l'ouvrage collectif : *Un président devrait faire cela* aux éditions Télémaque, sur les mesures urgentes qu'il faudrait envisager pour redresser au plus vite la situation financière et économique de la France.

En 2022, il est élu Président de l'association Comité 21.

En 2023, il est membre de la délégation officielle française à la Cop 28 de Dubaï.

En novembre 2024, il ouvre le colloque spécial organisé au Sénat par le Comité 21 sur l'adaptation au changement climatique.

En avril 2025, il annonce avec le président du Pacte Mondial Réseau France (PMRF), Florent Ménégaux, Président de Michelin, l'alliance du PMRF et du Comité 21.

En mai 2025, il publie *L'horizon des possibles*, chez Robert Laffont qui devient un best seller (numéro un des ventes sur Amazon pendant plusieurs semaines).

En juin 2025, il fait modifier les statuts du Comité 21, devenant *Comité 21 Territoires* avec plusieurs ouvertures en régions planifiées.

En août 2025, il ouvre avec le ministre François Rebsamen, le colloque organisé par le Comité 21 sur la coopération des territoires.

En septembre 2025, il se place en retrait du Comité 21, laissant la responsabilité opérationnelle à sa vice-Présidente, Sandrine Maisano

Le 17 septembre 2025, il annonce sa candidature à la mairie de sa ville, Bordeaux.

